

*L'Adresse*

les programmes concernant la recherche et le développement ainsi que les sciences et la technologie.

Selon l'Association des manufacturiers canadiens, la capacité du Canada à soutenir la concurrence de ses principaux partenaires commerciaux n'est plus que 85 p. 100 de ce qu'elle était en 1980, et cette baisse est survenue en grande partie pendant la dernière moitié de la décennie; autrement dit, depuis que le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir. Le Canada, dont la prospérité repose à près de 30 p. 100 sur les exportations, a perdu 20 p. 100 de sa part des marchés mondiaux au cours des cinq dernières années, sa part des échanges commerciaux internationaux passant de 5 à 4 p. 100.

Les taux de change et les taux d'intérêts constituent des facteurs fondamentaux de la capacité d'un pays à livrer concurrence. Les chefs de file du monde des affaires dans les secteurs d'exportation, l'un des piliers de notre économie, continuent de voir dans la valeur élevée de notre dollar et dans nos taux d'intérêt élevés les principaux facteurs de la diminution de la compétitivité du Canada. En plus de contribuer à faire baisser la valeur du dollar canadien, des taux d'intérêt moins élevés permettraient plus facilement aux entreprises de faire les investissements nécessaires pour accroître leur productivité et devenir plus compétitives.

Le système fiscal d'un pays et la qualité de son capital humain, c'est-à-dire ses habitants, constituent d'autres facteurs de compétitivité accrue. La politique de l'État doit voir à ce que les facteurs de compétitivité accrue soient coordonnés avec les efforts du monde des affaires et du monde du travail pour aider à susciter une croissance à long terme de la productivité.

## • (1210)

Le discours du Trône se fait très éloquent sur la nécessité pour le Canada d'investir dans ses habitants, dans son capital humain. Le gouvernement a déjà eu l'occasion de faire quelque chose à cet égard il y a trois mois, dans son budget de février. Qu'avons-nous vu? Non seulement il ne prévoyait aucun programme nouveau pour aider les travailleurs canadiens à acquérir les compétences dont ils auraient besoin pour rivaliser avec les travailleurs spécialisés des autres pays, mais le gouvernement y amputait en fait de 100 millions de dollars son programme de Planification de l'emploi. Le discours du Trône n'a absolument rien fait pour combler cette lacune.

*[Français]*

Évidemment, monsieur le Président, avant même de pouvoir être à la hauteur de la compétitivité internationale, nous devrions examiner de près les enjeux de la scène nationale. Dans le discours du Trône, le gouvernement était dans l'obligation, en fait, de reconnaître que «les règlements. . . font que les producteurs trouvent plus

simple d'exporter leurs produits que de les vendre dans les provinces voisines.»

*[Traduction]*

Dans le discours du Trône, le gouvernement prévoit la suppression, d'ici 1995, des obstacles au commerce interprovincial. C'est un objectif valable, mais le gouvernement n'établit aucun plan d'action précis sur la façon de l'atteindre.

En 1987, avant que le gouvernement ne termine ses négociations sur le libre-échange avec les États-Unis, les libéraux avaient demandé une réduction des barrières commerciales à l'intérieur du Canada. Nous étions d'avis à l'époque, et nous le sommes encore aujourd'hui, que notre plus grande priorité devrait être le libre-échange chez nous, au Canada. Pourquoi entreprendrions-nous des négociations en vue de conclure un accord de libre-échange avec le Mexique avant même d'avoir pris les mesures nécessaires pour avoir le libre-échange ici, au Canada?

La politique de resserrement du crédit appliquée par le gouvernement a contribué non seulement à réduire notre capacité de livrer concurrence, mais aussi à faire monter la valeur du dollar canadien à son niveau le plus élevé depuis des années. C'est cette politique ainsi que la TPS et les autres politiques fiscales du gouvernement fédéral—sans parler de la taxe sur l'essence plus élevée et des autres hausses de taxes imposées par le nouveau gouvernement néo-démocrate en Ontario—qui poussent un nombre sans précédent de Canadiens à aller faire leurs achats aux États-Unis.

On estime que, en Ontario seulement, le magasinage outre-frontière fera perdre cette année environ 1 milliard de dollars à notre secteur de la vente au détail, ce qui veut dire aussi que la province perdra des recettes fiscales pouvant aller jusqu'à 80 millions de dollars et que le gouvernement fédéral en perdra tout autant et peut-être même plus.

D'après un rapport préparé par la firme comptable Ernst and Young pour la Chambre de commerce de Kingston, en Ontario, une ville d'environ 100 000 habitants, le magasinage outre-frontière fera perdre 500 emplois à cette région et 78 millions de dollars de recettes de ventes aux marchands locaux. Kingston est située à une heure environ de la grande ville américaine la plus proche.

Regardons le cas de Windsor, en Ontario, située à 10 minutes seulement d'une grande ville américaine. Une étude récente de l'Université de Windsor révèle que les effets directs et indirects du magasinage outre-frontière pourraient faire perdre jusqu'à 4 600 emplois et 281 millions de dollars cette année seulement à Windsor et au comté d'Essex.

Le nombre de Canadiens qui vont aux États-Unis et en reviennent la même journée s'est accru de 30 p. 100 en